

Communiqué de presse | 30 septembre 2024

# Embargo jusqu'à 00h01, mardi 1er octobre

# Lancement du Blue Manifesto : 140 organisations appellent les nouveaux dirigeants de l'UE à interdisant la pêche destructrice et à lancer un fonds pour l'océan

À l'occasion de l'<u>Ocean Week qui se déroule à Bruxelles</u> du 30 septembre au 4 octobre, 140 ONG et organisations appellent les député·es et les commissaires européen·nes à prendre des mesures ambitieuses pour préserver les océans et le littoral, comme le lancement d'un fonds pour l'océan et l'interdiction de la pêche destructrice.

Lancé le 1er octobre au Parlement européen, le <u>Blue Manifesto</u> résume les principales mesures à adopter pour l'océan selon BirdLife Europe and Central Asia, ClientEarth, Oceana, Seas At Risk, Surfrider Foundation Europe et WWF, alors qu'Ursula von der Leyen, a promis de créer un « Pacte européen pour l'océan » après avoir été renouvelée à la tête de la Commission européenne en juillet.

### La coalition des ONG déclare :

«L'océan est joue un rôle vital dans l'alimentation, la santé et le bien-être. Il couvre 70 % de la surface du globe, agit comme un puits de carbone essentiel, atténue le changement climatique, régule les conditions météorologiques et produit de l'oxygène. Mais les océans et les mers européennes sont dans un état critique après avoir été surexploités, dans une quête inépuisable d'une "croissance bleue". C'est pourquoi, nous lançons le Blue Manifesto – notre feuille de route pour rétablir la santé des océans, soutenue par près de 140 organisations. »

La coalition estime que « l'annonce d'un Pacte européen pour l'océan est un pas dans la bonne direction de la part de l'UE. Cependant, l'alignement de ce Pacte avec la feuille de route politique présentée dans le Blue Manifesto sera crucial pour préserver durablement et efficacement les océans, de même qu'un financement adéquat pour

le soutenir. Il n'y a pas de temps à perdre – si nous ne voulons pas d'un océan pollué et dégradé, l'UE doit mettre en œuvre les mesures décrites dans ce manifeste sans délai. »

Selon l'Agence européenne pour l'environnement, plus de 90 % des zones marines européennes sont sous pression à cause des activités humaines - pêche intensive, transport maritime, exploitation pétrolière et gazière, tourisme et autres activités côtières. Des pratiques destructrices telles que le chalutage de fond se poursuivent dans 90 % des Aires Marines Protégées (AMP) offshore de l'UE, et plus de 14 millions de tonnes de plastique pénètrent encore chaque année dans l'océan.

## Le Blue Manifesto appelle l'UE à :

- Utiliser son argent plus judicieusement, par exemple en :
  - Supprimant toutes les subventions nuisibles à l'environnement marin et en réorientant les ressources vers un Fonds pour l'Océan de l'UE;
  - Augmentant les ressources pour les unités de conformité et d'application de la loi afin de lutter contre les violations de la législation maritime;
- Améliorer la gouvernance des océans, par exemple en :
  - Créant une Agence européenne pour les océans et les mers qui publie des rapports réguliers sur l'état environnemental et climatique des océans;
  - Introduisant un cadre pour la traçabilité et l'étiquetage de tous les produits de la mer dans l'UE;
  - Assurant sa mise en oeuvre et son appication, en accord avec les priorités énoncées dans les Lettres de Mission des Commissaires;
- Assurer une protection efficace des milieux marins, par exemple en :
  - Proposant une interdiction des activités destructrices, y compris le chalutage de fond, dans toutes les AMP de l'UE;
  - Proposant une nouvelle législation avec des objectifs contraignants pour 2030, afin de protéger et gérer efficacement au moins 30 % des mers de l'UE, dont au moins 10 % sous protection stricte d'ici 2030;
  - Proposant une interdiction de l'exploitation minière en eaux profondes et de la géo-ingénierie marine dans les mers européennes;
  - Proposant une nouvelle législation sur la résilience des océans et l'adaptation des côtes;
  - Interdisant l'exploration pétrolière et gazière offshore;
  - Proposant de nouvelles lois pour limiter l'importation et le commerce de produits aquatiques qui nuisent aux espèces menacées et capturent accidentellement des espèces sensibles;
- Lutter contre la pollution, par exemple en :
  - Défendant un traité mondial ambitieux sur les plastiques qui traite tout le cycle de vie des plastiques;
  - Appliquant une interdiction des substances per- et polyfluoroalkylées
    (PFAS) :
  - Introduisant des mesures obligatoires de réduction de la vitesse des navires et de déviation loin des habitats critiques;
- Ajouter le « bleu » à la transition juste verte de l'UE, par exemple en :

- Présentant un plan d'action pour une transition juste vers une économie bleue respectant les limites écologiques;
- Proposant une révision de la directive sur la taxation de l'énergie pour supprimer progressivement l'exemption de taxe sur les carburants dans le secteur de la pêche et rediriger les fonds pour financer une transition juste et équitable dans ce secteur.

Le Blue Manifesto fait suite à la récente nomination de Costas Kadis en tant que commissaire européen pour les Pêches et les Océans. Les six ONG à l'origine du Blue Manifesto ont exprimé leur inquiétude du fait que la lettre de mission adressée à Kadis par la présidente von der Leyen ne contienne pas de plans concrets pour rétablir la santé des océans.

Le Blue Manifesto a été lancé pour la première fois en 2020. Depuis, chaque année, six ONG évaluent les progrès ou l'absence de progrès de l'UE. Selon ces évaluations annuelles, les États membres de l'UE ont manqué plusieurs occasions d'améliorer l'état des mers européennes. Ils n'ont pas respecté plusieurs obligations légales, comme le fait de mettre fin à la surpêche d'ici 2020 dans le cadre de la Politique Commune de la Pêche et d'atteindre un bon état environnemental, conformément à la Directive-Cadre Stratégie pour le Milieu Marin.

### Notes aux rédactions :

Pour toute demande d'information ou d'interview, veuillez contacter :

Susannah Birkwood, consultante en médias à birkwoodsusannah@gmail.com Les représentants suivants sont disponibles pour des interviews :

- Monica Verbeek, Directrice exécutive de Seas At Risk
- Anouk Puymartin, Responsable des politiques à BirdLife Europe & Asie centrale
- John Condon, Avocat principal à ClientEarth
- Vera Coelho, Vice-présidente adjointe d'Oceana en Europe
- Gaëlle Haut, Coordinatrice des affaires de l'UE à Surfrider Foundation Europe
- Antonia Leroy, Responsable des politiques marines au WWF Bureau de la politique européenne

En parallèle, une exposition photo sur la pêche artisanale est visible sur l'esplanade du Parlement européen jusqu'au 4 octobre, afin d'appeler les pays de l'UE à répartir les quotas de pêche de façon plus juste et transparente et d'encourager une transition vers des pratiques plus respectueuses de la biodiversité.

### Liste des signataires du Blue Manifesto:

Aquatic Life Institute, aquatil gGmbH, Archipelagos Institute of Marine Conservation, ARK Rewilding NL, Art Bakard, Asociación Ambiente Europeo, Associação Bandeira Azul de Ambiente e Educação, Association BIOM, Atlantic Cities, Beyond Plastic Med, BirdLife Malta, BirdLife Sweden, BirdWatch Ireland, BLOOM, Blue Ventures, BLUEBIO

ALLIANCE, Blutopia, Bulgarian Biodiversity Foundation, BUND, CAN Europe, Cantine sans plastique France, Center for International Environmental Law (CIEL), CHELONIA, Child Rights International Network (CRIN), City to Sea, Clean Air Action Group, CNCD-11.11.11, Coalition Clean Baltic - CCB, Coastwatch Europe, Compassion in World Farming, Cyclades Preservation Fund, Danmarks Naturfredningsforening, Dansk Ornitologisk Forening (DOF BirdLife), Deep Sea Conservation Coalition, Deutsche Stiftung Meeresschutz, Deutsche Umwelthilfe, Deutscher Naturschutzring (DNR), Doggerland Foundation, Društvo Ekologi brez meja, Eco-Union, ECODES, Ecologistas En Accion – EEA, ECOS (Environmental Coalition on Standards), Electra Energy, Environmental Investigation Agency, Environmental Justice Foundation, Eurogroup for Animals, Europe Jaques Delors, European Environmental Bureau – EEB, European Underwater Federation (EUF), Fauna & Egraphical Flora, Feedback EU, FishSec, Fondation Tara Océan, Foro Marino Islas Baleares, France Nature Environnement – FNE, Friends of the Earth Cyprus, Friends of the Earth Europe, Fundación Montescola, Fundación Nueva Cultura del Agua, Fundación para la conservación de Ibiza y Formentera, Gallifrey Foundation, Geota, Global Witness, Good Fish, GOOD KARMA PROJECTS, GYBN Europe, Health and Environment Justice Support, Hellenic Ornithological Society (HOS), High Seas Alliance, Iceland Nature Conservation Association, International Fund for Animal Welfare – IFAW, International Peace Information Service (IPIS), Irish Wildlife Trust – IWT, Jesuit European Social Centre, Kelonia-RMR, KYMA sea conservation & Drithological Society (LOD), LookDown Collective, Marilles Foundation, Marine Conservation Society, MATER, MIO-ECSDE, Mundus Maris, Naturskyddsföreningen (Swedish Society for Nature Conservation), Naturvernforbundet, Norwegian Society for The Conservation of Nature, Natuur; Milieu, Natuurpunt, No Plastic In My Sea, North Sea Foundation, Ocean; Climate Platform, Ocean Alive, Ocean Rebellion, Ocean Vision Legal, Ocean. Now! e.V. OceanCare, Oceano Fresco, Oikos - Cooperação e Desenvolvimento, OURZ GmbH, Patagonia, Pestizid Aktions-Netzwerk e.V., Planet Tracker, Plastic Change, Plastic Soup Foundation, Polish Zero Waste Association, Quercus - Associação Nacional de Conservação da Natureza, Recycle Lebanon, REScoop.eu, Retorna, Sciaena, SDG Watch Europe, Sea First, SEO/BirdLife, SharkGuardian, SharkProject, Stop the Grind, StopFinningEU, Sunce, Sustainable Fisheries and Communities Trust (SFACT), Sustainable Ocean Alliance, SWAN, TransMarTech S-H GmbH, Umanotera, Waddenvereniging, WeMove Europe, Wetlands International Europe, Wetlands International Europe, Whale and Dolphin Conservation – WDC, Women Engage for a Common Future, Worldrise, Youth and Environment Europe (YEE), zeefier, ZERO, Zero Waste Society.

Le Blue Manifesto est disponible en Français, Anglais, Allemand et Espagnol ici

La « Semaine de l'océan » a été lancée en 2020. Au cours de cet événement, des citoyens, des militants, des décideurs politiques et des journalistes débattront, échangeront des expériences et des solutions sur les défis auxquels l'océan est confronté. Le programme de la Semaine de l'océan est disponible à l'adresse suivante : www.oceanweek.eu

# Contact:

Lionel Cheylus Press Relations Officer for Surfrider Foundation Europe +33 6 08 10 58 02 lcheylus@surfrider.eu